

Zones périphériques, à l'échelle humaine

Richard Martel

Numéro 102, printemps 2009

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/45457ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Intervention

ISSN

0825-8708 (imprimé)

1923-2764 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Martel, R. (2009). Zones périphériques, à l'échelle humaine. *Inter*, (102), 16–17.

Zones périphériques, à l'échelle humaine

« Pour moi, deux choses sont constituantes d'une forme de résistance : il y a ce qui va à l'encontre de la globalisation et ce qui va à l'encontre d'un système d'autorité », disait Djamel Kokene. Daho Djerbal lui répondit : « S'il doit y avoir une résistance, il faut d'abord qu'il y ait une vraie connaissance de ce qui est en train de passer. Pour pouvoir transformer le monde, il faut le connaître et il faut voir quels sont les facteurs qui le déterminent, il ne faut pas seulement dire : il y a ou doit y avoir, il est nécessaire de résister, on doit s'insurger, il faut dire comment on fait et pourquoi on le fait¹. »



Parler de résistance, c'est insinuer une idée de rupture, autant dans les dispositifs culturels que dans ceux politiques et économiques. Mais aussi, il s'agit de tisser des zones de solidarité au-delà des exigences mercantiles qui créent un dérèglement dans la politisation de la culture. Et parce qu'il s'agit d'abord de vitesse, l'activité artistique dans la culture doit obtenir son propre niveau d'incitation, à la mesure des zones à dynamiser, à activer par divers plans relationnels aux autres. Puisqu'il est question d'identité, il s'agit d'énoncer au moyen de divers dispositifs des particularités qui doivent se concrétiser par le vécu, dans le social, contre l'hégémonie centraliste, monopolistique et unificatrice. L'identité permet l'expérience par la *différentiation*, et des gestes, et des productions, mais dans la diversité d'abord, pour établir des sorts de communicants en synergie, en solidarité. Elle le fait par une immersion du moment, en dehors des nécessités « marchandisantes », dans une banalisation des procédés et des styles, en inventant d'autres approches, avec de nouvelles méthodologies et des archétypes innovateurs.

Il importe donc de revenir à l'échelle humaine parce que l'histoire et son organisation en société sont d'abord une création des hommes et des femmes. Les récentes approches performatives, relationnelles et interactives des arts actuels ont une sorte de nécessité d'impliquer l'autre, de diversifier leurs démarches, permettant l'osmose et la possibilité du festif dans l'agora par les citoyens et citoyennes. Les récits sont des systèmes qui s'apparentent aux conditionnements ou aux déconditionnements, faisant appel à l'utopie, en macro- ou microajustement.

Une grande partie des démarches artistiques des dernières années investit l'espace public et, souvent, directement. Une façon de briser l'isolement. Je me souviens ici d'une publicité d'un organisme américain : « *We take care of your work and you never leave the studio.* » Cette phrase m'avait étonné, car il me semble que c'était comme une forme d'incarcération, presque un esclavagisme : une situation telle que l'artiste soumis à la fabrication pour la vente devient presque l'esclave de sa propre détermination dans le déroulement de la séquence de l'histoire. Ainsi, créer autrement, de façon *alternative*, en rupture donc, sollicite une approche diversifiée dans la production de l'art. Transformée par l'organisation langagière, on ne parle plus guère d'« œuvre d'art », mais plutôt de l'« activité artistique ». De même, il s'agit de changer

de vocabulaire : ne plus *produire* de l'art, mais plutôt *faire* de l'art.

Il est nécessaire que l'approche de l'univers artistique s'émancipe face à l'économisme et à sa quête centraliste et intégrationniste. Résister consiste donc à trouver des mécanismes transversaux et à s'investir par une participation de plus en plus *active*, au sens de l'acte, de l'actuel, de l'actualisation.

Contre une vision centraliste, les diverses périphéries, tout autant aux plans géographique que disciplinaire, doivent par conséquent travailler en réseau, en solidarité, en micro-utopie, en micro-société, comme si un retour au tribalisme était proposé. Les nombreuses tribus sont des zones *périphériques* qui contribuent à l'identitaire, et il est ainsi possible, par la diversité, de cultiver divers niveaux de relations. Cela d'ailleurs a toujours été le travail des artistes comme des intellectuels, les hérétiques et *alternatifs* du passé ayant contribué à l'avancement et à la transformation des rapports d'autorité.

Résister, donc, contre l'autorité dominante des diverses institutions sous le contrôle de la marchandisation, paradoxalement un nivellement de la créativité par assujettissement à la norme. *Briser l'isolement* par des actions et des paroles, par le performatif vivant, qu'il soit sonore, visuel ou autre. Il doit bien y avoir moyen d'investir de nouveaux procédés pour le renouvellement de nos méthodes de vie, contre l'exclusion et pour le mixage dans le collectif. *Penser collectif*, c'est aussi résister à l'égoïsme narcissique d'une individualité exacerbée et limitative, d'un presque autisme dans la régularité d'approche. Mais aussi, dans ce dessein, il est question de se dégager des structures conventionnelles, et particulièrement de l'hégémonie « doctrinante » des médias de masse qui, on le sait, sont sous le contrôle des protagonistes du libre-échange et du laisser-aller. *Partager les difficultés* dans les diverses luttes comme les causes, avec les altermondialistes, dans la rue comme dans les divers mécanismes de relations numériques ou physiques, virtuels ou réels (voir l'encadré).

Toute interrogation sur l'art constitue une remise en question des divers mécanismes sociaux. Il convient de les comprendre et de les analyser pour pouvoir par la suite les transformer.

Les pratiques diversifiées des dernières années sont une sorte de réponse à la centralisation imposée par les normes dictées par les spécialistes des institutions au service de la bonne marche à

Naomi Klein

la stratégie du choc

La montée d'un capitalisme du désastre

Éditions de l'Arctique / Actes Sud
L'EMÉAC / ACTES SUD

Au sujet de l'altermondialisation, comment ne pas conseiller la lecture des excellents ouvrages de Naomi Klein ? *No Logo* a été traduit dans 28 langues et est devenu une référence. Son dernier livre, *La stratégie du choc*, est une masse incroyable d'informations sur ce qui s'est passé ces 35 dernières années : l'effet de choc de l'École de Chicago dans de nombreux pays, du Chili à la Russie, du Tsunami à l'ouragan Katrina. Il faut lire cet ouvrage remarquablement documenté. Il serait fastidieux d'en résumer la teneur, surtout à cause de la richesse des informations, mais Naomi Klein avec *La stratégie du choc* nous rappelle qu'il faut rester conscients et, surtout, vigilants. Voici quelques exemples tirés du livre.

A propos de l'invasion de l'Irak par des Américains

Sadam ne représentait pas une menace pour la sécurité des États-Unis, mais il menaçait les entreprises énergétiques américaines : en effet, il avait conclu une entente avec une grande compagnie pétrolière russe et entamé des négociations avec la société française Total. Cette éviction des sociétés américaines et britanniques impliquait que la troisième réserve pétrolière en importance au monde risquerait de passer sous le nez des Anglo-Américains. Le renversement de Saddam a ouvert la porte à des géants du pétrole comme Exxon Mobil, Chevron, Shell et BP, qui ont jeté les bases de nouveaux accords en Irak, de même qu'à Halliburton, qui, ayant installé son siège social à Dubaï, est idéalement positionnée pour vendre des services énergétiques à ces sociétés. La guerre elle-même est donc d'ores et déjà l'événement le plus profitable de l'histoire de Halliburton. (p. 377)

A propos des catastrophes et du 11 septembre 2001

L'avalanche de désastres qui a marqué les dernières années s'est traduit par des profits si spectaculaires que les nombreux citoyens de la planète en sont venus à la même conclusion : les riches et les puissants tirent des catastrophes des profits tels qu'ils en provoquent forcément, à seule fin de les exploiter. En juillet 2006, un sondage mené auprès des Américains montra que le tiers des sondés étaient d'avis que le gouvernement était impliqué dans les attentats du 11 septembre ou n'avait rien fait pour les prévenir parce qu'« il voulait que les

États-Unis entrent en guerre au Moyen-Orient ». Des soupçons de même nature ont suivi de près toutes les catastrophes récentes. En Louisiane, peu après le passage de l'ouragan Katrina, de folles rumeurs couraient dans les refuges. Les digues n'avaient pas cédé, disait-on ; au contraire, on les avait fait sauter en secret pour « détruire la partie de la ville où vivaient les Noirs et garder au sec celle où résidaient les Blancs », ainsi que le laissa entendre Louis Farrakhan, dirigeant de Nation of Islam. Au Sri Lanka, j'entendis souvent dire que le Tsunami avait été causé par des explosions sous-marines que les États-Unis auraient déclenchées pour pouvoir envoyer leurs troupes en Asie du sud-est et faire main basse sur les économies de la région.

La vérité est à la fois moins sinistre et plus dangereuse. Car un système économique qui exige une croissance constante tout en refusant presque toutes les tentatives de réglementation environnementale génère de lui-même un flot ininterrompu de désastres militaires, écologiques ou financiers. La soif des profits faciles et rapides que procurent les placements spéculatifs a transformé les marchés boursiers, financiers et immobiliers en machines à fabriquer des crises, ainsi que le montrent la crise asiatique, la crise du peso mexicain et l'effondrement des « points com ».

Comme la planète se réchauffe, sur le double plan climatique et politique, il n'est plus nécessaire de provoquer les désastres au moyen de sombres complots. Tout indique au contraire qu'il suffit de maintenir le cap pour qu'ils continuent de se produire avec une intensité de plus en plus grande.

On peut donc laisser la fabrication des cataclysmes à la main invisible du marché. C'est l'un des rares domaines où il tient ses promesses. Si le complexe du capitalisme du désastre ne déclenche pas délibérément les cataclysmes dont il se nourrit (à l'exception notable de l'Irak, peut-être), de nombreuses preuves montrent que les industries qui le composent font des pieds et des mains pour que les désastreuses tendances actuelles se poursuivent sans qu'on y change quoi que ce soit. De grandes compagnies pétrolières financent depuis longtemps le mouvement qui nie l'importance du changement climatique. On estime à 16 millions de dollars la somme qu'Exxon a affectée à cette croisade depuis dix ans. (p. 515-517)

A propos du FMI et de la Banque mondiale

Ainsi, le FMI, suprêmement puissant dans les années 1980 et 1990, ne représente plus une force dominante sur le continent. En 2005, l'Amérique latine comptait pour 80 % du portefeuille de prêts de l'organisation ; en 2007, la proportion n'est plus que de 1 %. Quel changement en deux ans ! « Il y a une vie après le FMI », déclare Kirchner. Et c'est une bonne vie. » La transformation ne se limite pas à l'Amérique latine. En trois ans à peine, le portefeuille des prêts du FMI a fondu, passant de 81 milliards à 11,8 milliards de dollars, dont la plus grande part à la Turquie. Le FMI, devenu un pari dans de très nombreux pays où il a traité des crises comme des occasions de profits, a commencé à s'étioler. L'avenir de la Banque mondiale est tout aussi sombre. » (p. 553-554)

Naomi Klein, *La stratégie du choc : la montée d'un capitalisme du désastre*, Montréal, Leméac/Actes Sud, 2008, 670 p.

suivre, de l'obstacle à respecter, bref de l'autorité. Contre les diverses structures d'autorité, les tentatives d'esthétiques relationnelles et interactives témoignent d'une volonté, dans l'agir, de résister à la norme limitative de la convention, de se désactiver des critiques de gouvernance comme modèle opérationnel.

Il importe de créer des zones de sensibilité qui soient de l'ordre du partage, de la solidarité, par de nouvelles approches dans la plasticité matérielle et avec divers instruments. Au moment où nous subissons de graves assauts météorologiques par une nature violemment déstabilisée, il apparaît que les luttes pour un meilleur équilibre écologique semblent un axe de travail à suivre. À la dématérialisation de l'art correspond la déstabilisation de l'écologie ; à la nécessité de proposer le partage et l'échange, par le don ou autrement, correspond l'éclatement des disparités économiques et de leurs tentacules institutionnelles. Pour permettre la fusion des diverses composantes et caractéristiques, du politique comme du culturel, nous devons introduire un grain d'herbe dans l'organisation horlogée du système. Nous devons permettre à la

théorie de créer des conditions pour des pratiques où le vivant, à l'échelle humaine, se confronte à l'énergie partagée des moments vécus, contre les modèles d'autorité organisés en système. L'activité artistique comportementale offre des possibilités dans l'agir et insinue une situation partagée dans un moment vécu, ce qui permet l'installation de niveaux adaptables aux diverses situations selon les contextes, dont la versatilité, pour accélérer le positionnement socialisé dans une diversification ponctuelle.

L'art action, dont la terminologie est moins associée à l'univers anglo-saxon que celle de la performance, par exemple, offre des possibilités dans l'exploitation de zones de créativité partagée qui créent un espace de dialogue et offrent des moments de partage – visant un renouvellement avec les habitudes et les traditions – contre toute forme d'académisme.

« L'art doit revenir au peuple, auquel il appartient », disait Robert Filliou. Contre une certaine idée de progrès, au sens de l'économisme, c'est un retour à des formes primitives de relations, à l'échelle humaine, donc.

Le centre et la circonférence, chez Nicolas de Cues, sont un balancement : dans la périphérie, tout le monde est au centre. Il nous faut trouver de nouvelles approches artistiques et esthétiques qui doivent subordonner l'échange à la relation, qui permettent la solidarité par le festif, entre autres. C'est une question qui est maintenant posée et soulevée, non plus une réponse qui propose une autorité à subir. L'art actuel doit diversifier ses méthodologies mais aussi associer l'énonciation à sa réception, agir par diverses options, divers langages et disciplines, un mélange potentiel, un mixage contre un centralisme, une optique dirigée par un mécanisme contrôlant.

Opposer ce qui est *alternatif* à la centralité, c'est résister et proposer une créativité généralisée, pour tous, par tous, mais avec une lucidité obtenue par la connaissance des différences et de leurs possibilités interactives et intergénérationnelles ☺

Note

- 1 Djamel Kokene, « Don et contre-don, une fausse utopie !!! » (entretien avec Daho Djerbal), *Checkpoint, revue d'art et des pensées contemporaines*, n° 0, 2006, p. 19.